

GRAND DÉBAT à ANSOUIS (84)

Acte I : Vendredi 1e Février 2019

Introduction

Début de la séance : 20h15 .

Présents : 53 personnes ; public composé essentiellement de retraités, une poignée d'actifs, peu de jeunes.

Présentation (cf. lettre jointe).

Lecture de la Charte du Grand Débat.

Échanges riches dans une ambiance respectueuse.

Le cahier de doléances des citoyens ansouisiens de 1789 a été mentionné, des similitudes avec la situation actuelle apparaissent.

Ce compte rendu présente échanges et propositions formulés au cours de ce Grand Débat, non pas dans l'ordre dans lesquels ils ont été exprimés mais chapitrés selon les 4 grands thèmes imposés.

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Penser en premier à l'écologie qui est transversale, mais les questions liées à l'environnement sont tellement importantes qu'on ne sait pas comment les aborder, aussi on en parle pas. Le problème est avant tout politique. Pourtant il y a de plus en plus d'initiatives personnelles et locales, notamment par les achats en circuit court pour s'opposer aux lobbies.

Concernant les produits phytosanitaires, terme « joli » pour des produits qui polluent la planète, ce sont les agriculteurs qui en payent eux-mêmes le prix en terme de santé. Beaucoup ne « savaient pas » et c'est difficile pour eux maintenant de revenir sur leur manière de faire.

Nous sommes dans une logique de toujours plus de rendements agricoles, mais nous les consommateurs sommes une force considérable pour avancer vers un autre modèle plus respectueux de l'environnement.

Certains estiment qu'il y a des clichés, une défiance vis-à-vis des scientifiques notamment sur les OGM qui auraient pu remplacer les produits phytosanitaires. Les scientifiques ont du mal à vulgariser leur savoir.

Le nucléaire génère moins de déchets qu'on le dit.

Précision post-débat : 50.000 m3 de déchets de haute activité produits depuis les années 70's par le parc nucléaire français qui vont nécessiter un stockage en couche géologique profonde (Projet CIGEO). Cette quantité représente environ un dixième de la quantité produite au niveau mondial.

D'autres expriment leur désaccord sur les OGM et le nucléaire.

On finance éoliennes et solaire, car EDF nous en refacture le coût.

ORGANISER « UNE JOURNÉE SANS GOOGLE ».

TRAVAILLER À L'ÉCHELLE DES COMMUNES: SE RECENTRER SUR LE LOCAL, AGIR À NOTRE NIVEAU EN REVENANT AUX COMMERCES DE PROXIMITÉ, ABANDONNER LE DIESEL, LES PLASTIQUES, LES PESTICIDES.

DÉGAGER DES ÉCONOMIES D'ÉLECTRICITÉ EN INCITANT L'ENGAGEMENT DE FAMILLES CITOYENNES DANS LE CADRE DE COMMUNAUTÉS VILLAGEOISES (EXEMPLE DE CABRIÈRES D'AIGUES).

**INTERDIRE DE PRONONCER UNE DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE AVANT L'ÉVALUATION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL. NOMMER UN « MONSIEUR ÉCOLO » DANS CHAQUE COLLECTIVITÉ LOCALE AVEC UN POUVOIR DE VETO SUR LES DÉCISIONS PRISES.
INSTAURER UN PLAN D'ISOLATION DES BÂTIMENTS.**

SE SERVIR DE L'INTELLIGENCE COLLECTIVE POUR ALLER PLUS VITE.

LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

Rappel de la dette : 2.200 milliards et 42 milliards de remboursement par an ; pourquoi ne tient-on jamais compte du patrimoine de la France qui en fait un pays solvable ?

Mettre la justice fiscale au centre. Les français devraient payer leur impôt quelque que soit leur lieu de résidence en France ou à l'étranger, comme aux États-Unis.

Précision post-débat : Affirmation fausse ! Les citoyens américains qui vivent en France payent les impôts en France et un impôt aux États-Unis seulement si leurs revenus dépassent un certain niveau (100000 USD environ).

Il faudrait taxer davantage au-delà d'1 million, mais des interrogations se posent sur ce qu'est la justice fiscale : **INTRODUIRE UNE ÉDUCATION FISCALE DANS LE CURSUS SCOLAIRE.**

La moitié des personnes ne payent pas d'impôt, tout le monde devrait en payer. Plus les revenus sont élevés et plus l'impôt est dégressif : **INSTAURER UN IMPÔT PROGRESSIF.**

Il est constaté un manque de transparence concernant l'impôt, aussi, il devrait être tracé et son affectation précise connus de tous.

Mettre en ligne en instantané les budgets, les comptes administratifs, les emprunts, les subventions allouées, les indemnités des élus : **INSTAURER UNE TRAÇABILITÉ DES IMPÔTS.**

Concernant l'ISF, certains approuvent sa suppression car auparavant des fortunes étaient parties à l'étranger et du coup il y a moins d'investissements en France... d'autres sont pour son rétablissement notamment par rapport à la défiscalisation des dons, entre autre, aux associations.

Concernant les salaires, l'échelle entre le plus bas salaire et le plus élevé est actuellement de 1 à 144. Il faudrait abolir certains niveaux de salaire (exemple : Carlos Ghosn, les joueurs de football...)

Il est anormal que de l'argent soit généré sans travail.

En matière de fiscalité, il faut que les États reprennent la main (lutte contre l'évasion fiscale) : **TAXER, AU NIVEAU EUROPÉEN, LES GAFA.**

LA DÉMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ

Reprendre le pouvoir sur notre vie de citoyens, lutter contre les lobbies.

Une même justice pour tous quelque soit la position sociale du citoyen (exemple : affaire Cahuzac).

Les personnes qui ont un casier judiciaire ne devraient pas pouvoir être élus.

La retraite des anciens présidents de la république devrait être limitée et plus généralement les élus ne devraient pas pouvoir cumuler plusieurs retraites : instauration d'un prorata ; cf. Pays nordiques.

Il en est de même pour les mandats pour lesquels leur cumul doit être limité.

Les ministres devraient adopter un mode de vie plus simple (par exemple conduire sa voiture) comme cela se pratique dans d'autres pays. C'est un marqueur d'injustice sociale.

SUPPRESSION DES PRIVILÈGES DES ÉLUS.

Le pouvoir d'achat n'est pas une vue de l'esprit, les personnes qui en parle sont dans la survie.

Les professions libérales, notamment, devraient être également couvertes équitablement par la sécurité sociale.

En terme d'éducation, il est à déplorer une volonté de limiter les esprits, de formater les futures générations pour réduire la pensée : **INTRODUIRE DES COURS DE COMMUNICATION POUR APPRENDRE À LUTTER/SE PROTÉGER EFFICACEMENT CONTRE LES FAKE NEWS, LA PROPAGANDE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX...**

Le fonctionnement des institutions doit être mieux connus des citoyens : éduquer les citoyens, car cela explique beaucoup d'incompréhensions... Pas de référendum : il faut préparer les gens d'abord.

Une éducation à la fraternité et à la solidarité est à mettre en œuvre.

REPENSER L'ÉDUCATION CIVIQUE AUTOUR DU TRAVAIL ET DES MISSIONS DES ÉLUS ; SE RECENTRER SUR LA FRATERNITÉ, LA SOLIDARITÉ ET VALORISER LA LAÏCITÉ.

Le droit à mourir dans la dignité serait une avancée sociale : **ABOLIR LA LOI LEONETTI.**

Concernant les migrations, qui sont dues à plusieurs facteurs, l'accueil des demandeurs d'asile doit être amélioré, les lois actuelles amendées, et l'accueil que nombre de citoyens assurent, soit pleinement reconnu. Une réflexion globale est nécessaire. Il faut amender les lois répressives : **RESTAURER LE PRINCIPE DE FRANCE TERRE D'ACCUEIL.**

L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

PENSER LE MAILLAGE DES TERRITOIRES EN FONCTION DU LIEU OÙ L'ON TRAVAILLE ET CELUI OU L'ON RÉSIDE.

INSTALLER UN STAND D'INFORMATION LORS DU MARCHÉ.

CONCLUSION

En conclusion, des participants ont indiqué que ce Grand Débat Ansousien n'était pas « ficelé », qu'il avait le mérite d'exister, que toute personne pouvait initier un débat, que c'était une chance unique de pouvoir s'exprimer.

A la demande des participants, il est convenu de l'organisation d'un Grand Débat Acte 2.

Celui-ci abordera les 4 thèmes imposés sous la responsabilité de 4 animateurs, sous forme d'ateliers de travail qui devront formuler des PROPOSITIONS.

Il se tiendra le vendredi 1^{er} mars 2019.

Fin de la séance : 22h00.

Au nom de toute l'équipe organisatrice de ce premier Grand Débat, nous souhaitons partager UN GRAND MERCI À TOUS LES PARTICIPANTS DE CETTE MAGNIFIQUE SOIRÉE D'ÉCHANGES !